

ALLIANCE NATIONALE REPUBLICAINE

DECLARATION

En butte à une subversion multiforme, l'Algérie est menacée.

Notre conscience est interpellée.

Préoccupés du sort de la Nation, la plupart des Algériens ne se reconnaissent plus dans le paysage politique actuel.

Il en est ainsi, lorsque certains exaltent le terrorisme en l'élevant au rang de djihad, ou tentent de le légitimer comme expression d'une résistance ou d'une opposition armée.

Il en est encore ainsi, quand les mêmes, doutant des capacités de l'Algérie, en arrivent à solliciter, ouvertement, une intervention extérieure.

Jamais perversion politique ne fut aussi manifeste dans l'histoire récente de l'Algérie.

Jamais renversement des valeurs faisant fi de la souveraineté de l'Etat et de la dignité nationale, ne fut aussi flagrant.

Cette érosion des repères illustre l'implication d'une certaine classe politique dans l'aggravation de la crise. Elle montre les dangers et les limites d'une approche sans principe de nos problèmes les plus cruciaux. Les Solutions improvisées, les replâtrages sans consistance, les consensus sans contenu, laissent indifférentes une opinion sans illusion.

Aussi, s'organiser, aujourd'hui, constitue, pour nombre de patriotes, un impératif moral autant qu'une nécessité politique. Non pour ajouter un sigle à la liste, déjà longue, des partis politiques, mais pour répondre à l'attente nagoissée de la société algérienne.

Il est urgent d'amorcer l'oeuvre de redressement national, à laquelle le pays aspire dans ses profondeurs. Mais, pour prendre son élan, une telle entreprise exige des objectifs clairs et une démarche résolue.

L'absence d'une stratégie cohérente, au niveau de l'Etat, s'est avérée, parfois, aussi dangereuse que le terrorisme. L'inexistence persistante d'un projet de société n'est pas étrangère au désarroi et à la démobilisation des énergies.

A ce stade avancé de la crise, le recours à la Nation s'impose. Rejetant d'instinct le terrorisme et la régression, elle éventrera tous les complots qui menacent son unité, son identité, sa vocation irrépressible au progrès et à la modernité.

des initiatives dans ce sens sont possibles.

L'une d'elle vise à un rassemblement des patriotes s'engageant à oeuvrer pour une Algérie moderne et démocratique. Une Algérie qui, par son refus de l'intégrisme, d'une certaine opposition aventuriste et de l'abdication nationale, aura retrouvé sa stabilité, son équilibre, et délivre la religion des griffes de l'imposture.

Contre la dispersion, la résignation et l'attentisme stérile, tous les Algériens et Algériennes qui adhèrent à ces objectifs, sont appelés dans le cadre d'une alliance nationale, à susciter une dynamique nouvelle, qui fera de ces heures du plus grand désespoir celles des plus vastes espérances.

D'un examen attentif de la situation, trois lignes d'action se dégagent nettement :

* Premièrement : la subversion intégriste doit être endiguée et réduite sous peine de mener le pays à sa complète destruction.

.../...

* Deuxièmement : L'Etat national, pour rétablir son audience et son autorité, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, doit s'engager dans de profondes réformes touchant à ses structures et son mode de fonctionnement.

* Troisièmement : Face à un intégrisme déterminé à s'imposer par la terreur, et à un pouvoir, qui n'a pas su se donner des assises réelles dans la société, malgré la disponibilité des masses populaires, l'alternative démocratique et nationale apparaît comme une nécessité vitale et déterminante. En mobilisant la Nation contre les forces de l'obscurantisme et leurs suppôts, elle propose un projet de société conforme aux aspirations du peuple et aux impératifs de notre époque.

La crise du régime, qui aboutit à l'adoption de la Constitution de 1989 instaurant le multipartisme et la liberté d'expression, portait, dans ses flancs, l'intégrisme. Son irruption brutale sur la scène politique faillit tuer dans l'oeuf l'ouverture démocratique.

Avec la perte du consensus social, l'Algérie est devenue le théâtre privilégié du terrorisme. L'élargissement du fossé moral, entre un régime dévoyé et une société en pleine mutation, avait approfondir et exacerber toutes les contradictions. L'une des conséquences en fut l'augmentation de la masse des laissés-pour-compte, notamment parmi les jeunes, qui voyaient disparaître toute perspective d'amélioration de leur condition. A ces facteurs, mis à profit par l'intégrisme, s'ajoutèrent les attermoissements et les complaisances, frisant la complicité ouverte, d'un pouvoir plus rompu à la manipulation et aux manœuvres subalternes qu'aux grandes décisions stratégiques. L'intégrisme n'aurait jamais pu constituer une menace pour la sécurité nationale, s'il s'était trouvé face à un Etat résolu, conscient de la nature des enjeux.

Il y a lieu enfin, de ne pas minimiser l'influence d'un certain environnement international ou l'affaire d'Afghanistan, ultime soubresaut de la guerre froide, se transforma en catalyseur de la violence intégriste. Dans un tel contexte, l'Algérie, du fait de sa fragilité momentanée et de sa valeur d'exemple, devenait une cible de choix.

A la guerre psychologique livrée au pays, il faudra répondre, non par les méthodes éculées de la langue de bois, mais par l'approfondissement constant de la vérité et sa mise à jour systématique. Le travail de clarification politique s'avère d'autant plus capital que le déficit de communication n'est plus à démontrer.

C'est ainsi qu'un certain nombre d'ambiguïtés dévastatrices doivent prendre fin.

L'Etat ne peut être neutre entre, d'une part, l'idée républicaine qu'il incarne et, de l'autre, l'intégrisme qui vise à son anéantissement.

Ressucité dans les douleurs de la libération, l'Etat algérien est une conquête historique irremplaçable. Les textes fondateurs de la révolution, les trois Constitutions successives que l'Algérie indépendante s'est données en 1963, 1976 et 1989, en définissent la forme et en précisent la vocation. C'est un état républicain, un Etat moderne garantissant les libertés démocratiques et s'inscrivant dans le cadre de la déclaration universelle des Droits de l'Homme.

La lutte contre le terrorisme ne doit pas occulter sa matrice idéologique : l'intégrisme.

L'interruption du processus électoral aant un sens précis et non équivoque : le rejet, ans son principe même, de l'intégrisme comme projet totalitaire et théocratique contraire à l'Etat républicain et à ses fondements constitutionnels. C'est sur cette logique que l'Etat a fondé, depuis, sa démarche. Revenir sur un tel engagement équivaudrait à un reniement et rendrait inutiles les immenses sacrifices consnetis dans le domaine sécuritaire.

A la violence terrorisme, l'Etat oppose la force légale, un de ses attributs constitutionnels majeurs.

Placer sur le même plan, l'action sécuritaire et les agissements terroristes, ou les renvoyer dos à dos, c'est ravalier l'Etat au rang de l'une des factions qui se dressent aujourd'hui contre lui. Ce parallélisme fallacieux participe d'une véritable cécité morale. Ceux qui recourent à ce stratagème, pour couvrir le terrorisme et l'excuser, travaillant en fait à la désintégration des valeurs civiques et nationales.

.../...

.../...

Parmi les idées reçues et les clichés en vogue, il en est qui se sont révélés suicidaires.

L'un d'eux consiste à isoler une soi-disant frange occidentalisée du reste de la population, et ce, au nom d'un discours tronqué et sommaire de l'identité. Poussée à ses limites extrêmes cette discrimination idéologique a donné corps à un projet monstrueux et sanguinaire : la liquidation programmée de l'intelligentsia algérienne. En s'engageant, de sang froid, dans cette voie absurde et sans issue, la subversion intégriste a révélé son aveuglement politique et son visage antinational. Ceux qui dénoncent l'occidentalisation sont, en fait, les auxiliaires, conscients ou inconscients d'un certain Occident revanchard et nostalgique de son ancienne hégémonie coloniale.

Du reste, en s'attaquant indistinctement aux représentants de la Loi, aux moudjahidines, aux femmes, aux simples citoyens, aux forces productives du pays, à ses élites, à ses institutions, à ses infrastructures de base, et jusqu'à ses hôtes étrangers, le terrorisme a porté des coups impardonnables à l'Algérie et à son image dans le monde.

Entre Etat et Pouvoir, une distinction rigoureuse doit être établie.

A la perennité du premier s'oppose le caractère temporaire du second. le Pouvoir ne doit pas être à l'abri de la critique, et c'est un rôle d'une opposition démocratique de la provoquer et d'en assumer la charge. Mais cette fonction est de nature essentiellement politique. Q'elle déborde ce terrain, en glissant dans celui de la violence, et elle se transforme en rébellion, synonyme de fitna. Dès lors, la confrontation avec le Pouvoir dérape en haine destructrice de l'Etat, en aventure ruineuse pour le pays.

Vis-à-vis d'une opposition intégriste, qui s'est mise hors-la-loi, toute opposition légale doit, obligatoirement, se démarquer.

La condamnation du terrorisme doit être claire et absolue. C'est, là, un impératif moral qui transcende toute considération politique. Continuer à jouer sur ce principe, c'est, politiquement, se disqualifier.

Il en est qui pensent qu'une opposition pacifique serait vaine et inopérante. C'est, là, sous-estimer, dans la conjoncture nationale et internationale actuelle, les chances potentielles de la démocratie. Elle est, en érité, un pari, certes difficile, mais autrement fécond et constructif que celui de la barbarie et du désespoir.

Si la liberté de conscience et d'opinion, d'expression et d'association avec son corollaire la liberté de créer et d'entreprendre, constitue le ressort démocratique par excellence, l'âme de la modernité politique et sociale, le pivot sur lequel doit reposer, à notre époque, tout Gouvernement éclairé et représentatif, alors il est possible d'affirmer que la démocratie a acquis, sur notre sol, droit de cité.

La légitimité historique, héritée du combat libérateur, s'est épuisée. La "culture" du parti unique est remise en cause. En proposant une nouvelle manière de **penser, d'agir et de gouverner**, l'idéal démocratique offre une solution de rechange radicale, digne de nos ambitions et de nos sacrifices.

Il ne s'agit ni d'un choix gratuit, ni d'une option tactique pour la consommation extérieure, mais d'une nécessité interne de notre développement, d'un principe indispensable à la régénération de notre société.

En dépit de la tragédie que nous vivons, la démocratie donne, chaque jour, les preuves de sa vitalité. Loin de faiblir sous les coups du terrorisme, elle ne cesse, au contraire, de se fortifier. Comme toutes les grandes causes humaines, elle a aujourd'hui ses héros et ses martyrs. A ce combat, la femme algérienne apporte une contribution irremplaçable.

Si la lutte pour l'indépendance ressortissait du droit des peuples à l'autodétermination, son aboutissement victorieux peut être considéré comme, l'une des grandes conquêtes de la démocratie.

.../...

.../...

C'est dans ce sens que ces enseignements sont loin d'être épuisés. Leur actualisation, comme source d'inspiration, s'impose si nous voulons retrouver nos marques et ancrer la démocratie dans nos moeurs politiques. cependant, un retour renouvelé au message de novembre ne sera fructueux que s'il s'accompagne d'une critique historique, rompant avec le conformisme et l'autosatisfaction héroïsante.

A l'encontre d'un défaitisme rétrospectif à la mode, il est indéniable que la politique de développement suivie depuis l'indépendance a eu des effets bénéfiques, qui permettent aujourd'hui à l'Algérie, de résister à la tourmente et de se maintenir debout.

Ce résultat ne saurait naturellement occulter les contre-performances enregistrées dans certains domaines, comme la culture, l'enseignement, l'agriculture, l'habitat... Mais, ceci ne justifie en aucun cas, les jugements à l'emporte-pièce tels que "rien n'a été fait depuis 1962". A force de négativisme, on fragilise le projet démocratique lui-même en le coupant du vécu national.

La défense de l'identité nationale impose de dépasser l'opposition polémique entre amazighité et arabité. Ces deux réalités ont toujours vécu en symbiose dans l'Algérie millénaire. L'amazighité est une dimension essentielle de notre personnalité historiquement fondée, culturellement légitime, humainement enrichissante.

Enracinée dans la civilisation africaine et méditerranéenne, la Nation Algérienne est partie intégrante de la civilisation arabo-musulmane.

Le concept démocratique n'a jamais évacué l'Islam, composante indissociable de notre personnalité. C'est sous le blason de la Nation algérienne renaissante qu'il a pu retrouver la voie de sa réhabilitation. Celle-ci ne pourra, cependant, se poursuivre qu'en revenant à une conception saine de l'Islam. Un Islam étranger à toute forme d'intolérance, de superstition, d'archaïsme, prônant une éducation religieuse adossée à la rationalité et éveillée aux nécessités du présent.

A une structure politique s'appuyant sur un homme, quel que soit son charisme, ou sur une institution, quel que soit son prestige, doit succéder désormais, un pouvoir issu du suffrage universel. Le choix des dirigeants résulterait de la compétition et du débat public. Si, jusqu'à ce jour, les institutions politiques ont obéi à un mécanisme de ce type, ce n'était qu'en apparence. Les interférences de toute nature réduisaient, en fait les élections à une formalité et la démocratie à une façade.

L'exercice normal de la démocratie suppose l'émergence massive de la société civile; et la prise de conscience décisive de son rôle dans l'édification et le contrôle du nouveau système politique.

Dans cette perspective, une réforme de l'Etat et des institutions devient indispensable. Compte tenu des expériences désastreuses dont l'Algérie paie le prix, cette réforme doit porter une particulière attention à certains facteurs stratégiques :

- * le choix des hommes, obéissant davantage au clientélisme qu'à des critères objectifs, se révèle inapproprié.
- * la corruption entretient le scepticisme du citoyen, fausse l'image de l'Algérie à l'étranger, et mine les chances du redressement national.
- * les attitudes mentales, souvent pétrées de conformisme figé, se montrent réfractaires à la créativité, indifférentes à l'évolution des choses et aux besoins des hommes.
- * le processus de décision, apanage d'un cercle restreint, perpétue un autoritarisme générateur de dérives et de stagnation.

Globale, l'action réformatrice s'inscrit résolument dans une vision d'avenir et c'est là que s'affirme l'alternative démocratique et nationale.

.../...

Aujourd'hui, il appartient à tous les patriotes, à tous les républicains, à tous les démocrates, conscients de la nécessité urgente de sortir le pays de la crise, d'unir leurs volontés, en vue de constituer une **Alliance Nationale Républicaine** que beaucoup d'entre nous souhaitent voir émerger sans plus attendre.

Cette alliance a pour but :

- * de rendre confiance aux algériennes et aux algériens en mettant un terme au scepticisme ambiant et en combattant le fatalisme et l'irresponsabilité,
- * de clarifier le climat politique, pour constituer une force de proposition, partie prenante et active dans la résolution de la crise.
- * de créer un espace de réflexion en vue de jeter les jalons du futur et d'assurer la relève,
- * de lutter contre l'exclusion qui rejette une partie de la jeunesse dans la violence destructrice et le nihilisme.
- * de prendre en compte les revendications légitimes de ces jeunes et les convaincre que l'Algérie, qui affectionne tous ses enfants, ambitionne de les remobiliser dans la voie salutaire de la dignité et de la justice sociale.
- * d'oeuvrer à l'édification d'un Etat républicain digne de ce nom, d'une démocratie moderne, fondée sur l'égalité devant la loi, sans égard aux conditions de sexe, ni aux considérations d'ordre politique ou religieux.

Puisant dans ses potentialités humaines et matérielles, l'Algérie est parfaitement capable de relever les défis qui l'assailent et construire un avenir de dignité et de prospérité pour tous.

SIDI FREDJ, LE 5 MAI 1995.